

Israël, État criminel contre les peuples et contre la paix



Alors qu'il poursuit son entreprise génocidaire contre la population de Gaza, faisant chaque jour plus de victimes et de blessés, détruisant systématiquement les lieux où la population peut encore trouver refuge temporairement entre deux ordres de déplacement forcé, le gouvernement israélien décide d'étendre ses frappes aux pays voisins.

Ce n'est pas la première fois qu'en dépit de toutes les règles du droit international ce gouvernement criminel s'autorise à bombarder la Syrie, le Liban, l'Irak ou l'Iran. En fait, bien avant le 7 octobre Israël n'a jamais cessé ses opérations de représailles, ses assassinats ciblés de leaders palestiniens ou libanais. Et c'est l'impunité totale octroyée par ses alliés nord-américains et européens qui le lui permet. Une impunité confirmée lors de sa dernière visite à Washington.

A chacun de ses actes de guerre depuis le 7 octobre, les craintes d'une extension au Liban et d'un conflit généralisé dans la région s'expriment dans toutes les chancelleries. Mais de fait, la guerre régionale est déjà une réalité qui a fait plus de 450 victimes au sud-Liban et près de 1800 blessés. Et ce qui est le plus à craindre aujourd'hui, c'est la volonté évidente de Netanyahu d'élargir encore plus le théâtre régional de la guerre au Proche-Orient et notamment d'y compromettre l'Iran.

Un conflit régional lui permettrait de faire passer au second plan le génocide à Gaza et de masquer l'incapacité d'Israël à venir à bout du Hamas. Mais aussi d'invisibiliser l'annexion en cours de la Cisjordanie alors que la Cour Internationale de Justice vient de statuer qu'Israël doit mettre fin à l'occupation et à la colonisation du territoire palestinien occupé. Une extension de la guerre, lui permettrait de surcroît de resserrer politiquement les rangs de la société israélienne autour de son gouvernement d'extrême-droite afin de faire taire celles et ceux qui manifestent chaque semaine de

plus en plus massivement pour exiger un cessez-le-feu à Gaza et le retour des otages encore détenus par les groupes armés palestiniens.

Cette logique guerrière vient d'être confirmée par deux attaques israéliennes menées sur la banlieue sud de Beyrouth et sur la capitale iranienne.

À Beyrouth, c'est un commandant du Hezbollah libanais, Fouad Chokr qui a été visé, accusé par Israël d'être responsable du tir meurtrier qui a tué 12 jeunes druzes alors qu'ils jouaient au football, samedi dernier. L'attaque israélienne sur Beyrouth a fait trois victimes et blessé plus de 70 personnes alors même que la responsabilité du Hezbollah dans le massacre des enfants de la communauté druze de Majdal Shams reste sujette à caution. Une fois de plus, le narratif israélien a été repris en cœur par les États-Unis et les principaux médias occidentaux sans qu'aucune enquête internationale ne soit ouverte et a servi à justifier une attaque meurtrière au cœur de la capitale libanaise sans aucune condamnation internationale.

Quelques heures plus tard, à Téhéran, c'est le chef du bureau politique du Hamas, Ismaël Haniyeh, qui a été victime d'un missile alors qu'il était en visite à l'occasion de l'investiture du nouveau président iranien. Ismaël Haniyeh était une cible revendiquée par les autorités israéliennes depuis longtemps. Avant lui, elles ont assassiné trois de ses fils et plusieurs de ses petits-enfants. Ismaël Haniyeh était le négociateur en chef pour son mouvement dans les discussions sur un éventuel cessez-le-feu à Gaza et les échanges de prisonniers. Le nouveau calendrier de ces négociations venait d'être fixé notamment à la demande des États-Unis. Une fois de plus Netanyahu a prouvé qu'il ne veut pas entendre parler de trêve, encore moins de cessez-le-feu, sinon comment comprendre qu'il ordonne l'assassinat du principal interlocuteur palestinien aujourd'hui ?

Ces nouveaux crimes de guerre interviennent dans un contexte politique israélien tendu où l'on vient d'assister au spectacle ahurissant de députés qui débattent à la Knesset pour savoir s'il est légitime de torturer et de violer des prisonniers palestiniens ! Pendant que des ministres prennent la tête d'une manifestation d'extrême-droite pour empêcher les autorités militaires de livrer à la justice les soldats tortionnaires soupçonnés d'avoir commis ces crimes de guerre.

Pendant ce temps à Paris, à l'instar du Président Macron, certains voudraient nous faire croire à l'existence d'une trêve olympique. Une illusion utile pour masquer le blanchiment des crimes de l'occupation et de la colonisation israéliennes contre le peuple palestinien par la présence des athlètes-soldat.e.s israélien.ne.s.

Que dire encore de la présence du président israélien Isaac Herzog à Paris ? Celui qui affirmait « il n'y a pas d'innocent à Gaza » a pourtant été l'invité privilégié du Président français. Emmanuel Macron qui lors de sa dernière intervention télévisuelle a jugé nécessaire de réaffirmer « le droit d'Israël à se défendre ».

C'est bien la complicité de ses alliés nord-américains et européens qui permet à Netanyahu de poursuivre sa politique effroyable faite de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité.

Seule la fin de l'impunité d'Israël pourra permettre d'espérer l'arrêt de cette guerre régionale. L'AFPS rappelle la nécessité absolue d'un cessez-le-feu immédiat et permanent et d'une mobilisation

en solidarité avec le peuple palestinien et tous les peuples victimes de cette fuite en avant d'Israël vers un embrasement généralisé de la région.

Le bureau nationale de l'AFPS

Le 1er août 2024

Photo : Entraînement militaire à Jinba, Masafer Yatta le 03/02/2021. Crédit : Keren Manor / Activestills.